

04 JAN. 2017

2652



Monsieur Mars Di Bartolomeo  
Président de la  
Chambre des Député-e-s  
Luxembourg

Luxembourg, le 4 janvier 2017

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément au règlement de la Chambre des Député-e-s, je me permets de poser une **question parlementaire à Monsieur le Ministre des Finances au sujet des mesures préconisées dans le plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT).**

En référence à l'article 10 de la directive 2011/64/UE, Monsieur le Ministre a récemment confirmé que le Luxembourg respecte actuellement les niveaux d'accise fixés au plan européen sur les produits de tabac et leurs produits dérivés. En conséquent, il n'y a aucune obligation légale de revoir les droits d'accise à la hausse.

Pourtant, il convient de soulever que les mesures préconisées dans le plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT) prévoient entre autres que pour les années 2016 à 2020, il faut "continuer à augmenter régulièrement la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés", cette mesure étant destinée à adapter la politique des prix de façon régulière et à lutter par ce biais contre la consommation des produits de tabac en particulier chez les jeunes.

Saluant que dans le comité de pilotage du PNLТ le Gouvernement était représenté par quatre ministres qui se sont engagés avec plusieurs acteurs du domaine de la Santé à prévenir et à réduire le tabagisme par des actions concrètes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

1. **Monsieur le Ministre envisage-t-il de revoir à la hausse les prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés en vue d'atteindre les objectifs définis dans le plan national tabac 2016-2020 ?**
2. **À quel niveau se situera le cas échéant l'adaptation des prix et quel sera le délai de sa mise en vigueur?**

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération.

**Josée Lorsché**  
Députée



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère des Finances

CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
Entrée le:

03 FEV. 2017

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
43, boulevard Roosevelt  
L-2450 LUXEMBOURG

Référence : 81bx00317

Luxembourg, le 20 janvier 2017

**Concerne :** Question parlementaire n° 2652 du 4 janvier 2017 de Madame la Députée Josée Lorsché concernant les mesures préconisées dans le plan national de lutte contre le tabagisme (PNLT)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint ma réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre des Finances,

Pierre GRAMEGNA



**Réponse de Monsieur le Ministre des Finances Pierre Gramegna à la question parlementaire n°2652 du 4 janvier 2017 de Madame Josée Lorsché**

L'Etat n'intervient pas directement dans la détermination des prix des produits du tabac et de leurs produits dérivés, qui relève du libre jeu du marché. Pour autant, l'Etat peut influencer l'évolution de ces prix au travers de la fixation de l'accise correspondante.

En date du 20 janvier 2017, le Conseil de Gouvernement a décidé une augmentation de l'accise spécifique pour les cigarettes de 11,50€ à 12€ et de l'accise minimale de 113,95€ à 116€. En ce qui concerne le tabac fine coupe, l'accise spécifique augmentera de 12,50€/kg à 14€/kg et l'accise minimale passera de 43,95€/kg à 47€/kg.

Ces adaptations s'inscrivent dans la mise en œuvre des recommandations du Plan national de Lutte contre le Tabagisme 2016-2020, qui prévoit une augmentation régulière de la fiscalité du tabac et de ses produits dérivés.

Le règlement grand-ducal afférent entrera en vigueur le 1er février 2017.